

*Travail productif et crise
dans le secteur des services non marchands*

*(Commentaires à propos
d'un texte de J.M. Harribey)*

*Patrick Dieuaide**

*«Le travail du médecin ou du maître d'école ne crée pas
immédiatement le fond sur lequel ils sont payés »*

K.Marx, Théories sur la Plus-Value.

*« Un homme s'enrichit en employant une multitude d'ouvriers ;
il s'appauvrit en maintenant une multitude de serviteurs.
Le travail de ces derniers, cependant, a sa valeur et
mérite une récompense aussi bien que celui des premiers »*

A. Smith, La Richesse des Nations.

* Maître de Conférences, Université de Paris 1, Matisse-ISYS, ART François Perroux.

Sur un thème original aux enjeux politiques décisifs, l'article de J.M. Harribey¹ (J.M.H.) ravive un débat ancien sur la question du travail productif dans la théorie marxiste de la valeur.

La thèse développée par l'auteur est impertinente et mérite que l'on y regarde de près. En effet, la proposition selon laquelle le travail des salariés du secteur public non marchand serait « productif de valeur » va à l'encontre de bien des réflexes théoriques de la pensée néo-classique, classique et marxiste pour qui l'activité de l'Etat et de ses fonctionnaires serait improductive et son financement, source d'effets d'éviction au détriment de la croissance et des créations d'emplois dans le secteur privé marchand.

L'argumentation de J.M.H. est singulière. Elle repose sur l'idée que les fonctionnaires se financeraient sur le résultat de leurs propres activités. Comme tout travail salarié, le travail dépensé dans le secteur public serait source de revenu parce qu'il serait productif de « valeurs d'usages monétaires » (de services publics en l'occurrence). Selon J.M.H., ces « valeurs d'usage monétaires » représenteraient une « création de valeur » sans plus value, c'est-à-dire une valeur décapitée de la fraction supposée alimenter l'accumulation de capital privé. En somme, tout ce passe comme si, pour J.M.H., les fonctionnaires « rachetaient » leurs salaires par le fait que leurs productions destinées à la collectivité seraient évaluées et vendues, par convention sociale, au « coût des facteurs ».

A la manière des « circuitistes » (Parguez, Poulon, Schmitt), la démonstration repose sur une série de réfutations logiques : réfutation de la thèse du « prélèvement » par le fait que l'impôt et les salaires qu'il finance se supposent l'un l'autre ; réfutation du caractère improductif du travail des fonctionnaires au motif que, dans une société dominée par la propriété étatique, le travail peut être improductif de capital tout en étant productif de revenu ; réfutation de la critique de l'hétérogénéité des sphères marchande et non marchande par le fait que marchandises et services collectifs procèderaient du même « opérateur » de validation, la monnaie, forme de la valeur par excellence.

Au final, J.M.H. développe un raisonnement similaire à celui tenu par Keynes à propos de la détermination du niveau de la production sur la base du principe de la demande effective : la production publique est financée sans épargne préalable, par injection de monnaie sur fond de validation ex-ante des choix édictés par la collectivité en matière de satisfaction des besoins sociaux.

Dans les développements qui suivent, on se propose de discuter certaines propositions théoriques avancées par J.M.H. Comme nous essaierons de le montrer, il nous semble en effet que l'auteur, par une argumentation voisine de celle développée par A. Smith, peine à articuler « travail productif », « création de valeur » et « création de revenu ». La difficulté réside, semble-t-il, dans le concept de « valeur d'usage monétaire » présenté par l'auteur et dont la définition et l'emploi font problème. Deux difficultés émergent plus particulièrement :

- La première renvoie à ce que l'auteur entend par « services publics ». Si l'on admet en effet que les services en général n'ont de réalité ou de « valeur d'usage » que dans la relation indéfectible qui unit la communauté des producteurs à celle des usagers, peut-

¹ Harribey J.M., (2002), Le travail productif dans les services non marchands, *La Pensée*, n°330, p.33-35. Voir également, Bidet J.(2002), L'activité non marchande produit de la richesse, non du revenu, août, *miméo*, 12 p. et la réponse de J.M.Harribey, Réponse à la note de J.Bidet, octobre, *miméo*, 4 p.

on considérer avec J.M.H. que la production de services publics en particulier a pour seule contrepartie le travail et les salaires versés aux fonctionnaires ? Autrement dit, dans quelle mesure et sous quelle forme les usagers sont-ils impliqués dans le procès de production des services publics ? En quoi consiste cette implication du point de vue de la « création de valeur » ? Cette implication n'aurait-elle pas quelque chose à voir avec la « crise » des services publics qui sévit depuis de nombreuses années maintenant ?

- La seconde concerne le statut théorique des prix et de l'impôt. D'une part, comme valeurs d'usage « monétaire », les services publics sont-ils totalement dépourvus de valeur d'échange comme le prétend J.M.H. ? Plus précisément, en quoi consiste cette opération de pouvoir qui affranchirait les services publics de la contrainte monétaire de réalisation du prix (ou de la valeur) des services publics ? Dans quelle mesure l'impôt peut-il justifier ce droit d'exemption, *a priori* exorbitant ?

Ces questions soulèvent des problèmes théoriques redoutables quant à ce que l'on entend par « création » et « forme » de la valeur dans le contexte d'une production étatique de services publics. Notre objectif sera atteint si les quelques remarques formulées ci-après permettent au débat de se poursuivre.

1. Revenir à Adam Smith ou aller au-delà de Marx ?

La thèse de J.M.H repose toute entière sur une conception originale du champ de l'Economique, partagé entre secteur public (non marchand) et secteur privé (marchand). Aux yeux de l'auteur, ce partage tiendrait au tracé d'une nouvelle frontière qui reposerait non pas sur l'opposition classique entre travail improductif / travail productif mais sur la distinction entre travail productif de valeur / travail productif de plus value. Pour sa démonstration, l'auteur procède à une double opération : d'une part, il déconnecte la notion de travail productif de celle de rapport de production capitaliste ; d'autre part, il rattache cette même notion à celle de valeur d'usage (son produit) qu'il assimile dans le cadre de son raisonnement aux services publics. Il en résulte un changement de « référentiel » qui, pour l'analyse, soulève plus de questions qu'il n'en résout.

1.1 On ne s'explique pas les raisons pour lesquelles J.M.H n'assume pas davantage la conception du « travail productif » développée par Smith. L'interrogation est d'autant plus forte qu'il existe chez Smith une conception du travail productif fondée sur le critère de « conservation de la valeur » qui reprend, sur le fond, la thèse défendue par J.M.H. (Herland, 1977). Ainsi, selon ce critère, et comme le suggère la citation présentée en exergue, tout travail est productif et mérite salaire à cette condition que son titulaire participe à la production de valeur correspondant aux biens-salaires qui le font vivre et se reproduire. C'est cette perspective qui conduit M. Herland à dire que « le travail de l'acteur sera productif du point de vue du directeur de théâtre, qui avance au comédien un salaire qu'il récupère au moment de la vente des billets pour le spectacle » (Herland, op.cit., p.118). Or, ce qui vaut du point de vue du directeur de théâtre et des acteurs qu'il a engagés vaut également du point de vue de l'Etat vis-à-vis de ses fonctionnaires. Si ambiguïté il y a, celle-ci vient de ce que l'on s'étonne, à la lecture du travail de J.M.H., que rien de précis ne soit dit quant à la nature des rapports de production qui « opèrent » au sein du secteur public. Il en est ainsi, croyons nous, car chez J.M.H., *comme chez les classiques*, le critère de la valeur d'usage coïncide parfaitement avec le point de vue de la création de valeur. Nul besoin dès lors de spécifier la nature capitaliste ou non du régime monétaire de mobilisation de la force de travail des

fonctionnaires ni même de réfléchir au rapport d'appropriation dont les services publics sont l'objet. Le travail (salariné) des fonctionnaires n'est rien d'autre que du *travail commandé* requis pour la production de services publics. Dans cette mesure, J.M.H. ne rompt pas avec la tradition classique.

En retour, enfermé dans les présupposés de la théorie classique de la valeur, le concept de travail productif développé de J.M.H. ne peut que pâtir d'une indétermination quant à sa représentation dans un espace de mesure qui soit homogène. En effet, pour J.M.H., le travail des fonctionnaires serait productif de valeur par le fait que les services publics offerts en contrepartie renfermeraient une « valeur monétaire » égale, par *convention sociale*, à la valeur (ou au prix) de leur force de travail. Certes, par cette solution « monétaro-institutionnaliste », J.M.H. se donne les moyens de développer une conception du travail productif compatible avec une conception keynésienne de la monnaie et de la formation-dépense des revenus en termes de flux-reflux. De surcroît, comme les services publics sont supposés correspondre à des besoins sociaux exprimés, tout se passe comme si, dans le schéma de J.M.H., le circuit de la valeur propre au secteur productif était parfaitement bouclé : la valeur produite étant par destination toujours entièrement réalisée, aucune crise de valorisation des services publics n'est dès lors possible. A aucun moment cependant, J.M.H. ne s'interroge dans son approche sur les problèmes d'étalonnage soulevés par l'hétérogénéité radicale des rapports de prix entre les sphères publique (non marchande) et privé (marchande) de la production. Ainsi, comme « valeur monétaire », le prix des services publics (établi par convention) représente-t-il une valeur déterminée par l'Etat en fonction du travail commandé requis à leur production ou correspond-il à une valeur forfaitaire (un quantum prélevé sur la masse de travail social global) déduite du prix auquel la collectivité a décidé de payer ces mêmes services ? Quant au fond, nous retrouvons dans l'analyse de J.M.H. une conception classico-marxiste très orthodoxe de neutralité de la place et du rôle de l'Etat dans l'organisation et le développement des rapports capitalistes de production et d'échange.

1.2 Symétriquement, on ne s'explique pas les raisons pour lesquelles J.M.H. ne cherche pas à aller au-delà de Marx pour développer sa thèse. En effet, après avoir écarté la notion de rapports de production capitaliste, J.M.H. s'en tient à des considérations relativement convenues quant à ce qu'il faut comprendre de la notion de travail productif dans ses déterminations générales. Bien sûr, et comme il se doit, l'auteur prend bien soin de rejeter la matérialité (ou son contraire l'immatérialité) des produits du travail comme critère de définition du travail productif. Pour autant, la question reste posée de savoir si l'auteur tire le meilleur parti de cette précaution d'usage. En effet, si la « matérialité » s'est toujours présentée chez Marx comme un obstacle à la compréhension de ce que cache la valeur d'usage comme rapport social, en faire « abstraction » ne signifie pas pour autant occulter la réalité de ce rapport. Bien au contraire, l'« abstraction » est pour Marx un moyen d'atteindre le concret, en le « dévoilant » dans les pratiques et les représentations qui le fondent. Or il ne semble pas que J.M.H. ait pris toute la mesure de ce dévoilement. Plus précisément, ce que Marx récuse en écartant le critère de la « matérialité » est un *certain mode d'objectivation* des produits du travail qui pourrait laisser croire que le travail est productif au regard de son produit, constitué en marchandises *autonomes*. Or la levée de cette hypothèque par J.M.H. ne présente que peu d'intérêt. Pourquoi ? Parce que pour une grande majorité de services (tout particulièrement dans le secteur public de la santé, de l'éducation, de la culture) le mode d'objectivation par lequel ceux-ci s'extériorisent est *l'homme lui-même* (Jacot, 1979, Delaunay, 1971) ou du moins son bien-être social. A vrai dire, nous touchons ici aux confins du cadre d'analyse échafaudé par Marx. En quelque sorte, la production de services publics

s'apparente à une production de l'homme par l'homme dans un contexte historique largement étranger à l'auteur du *Capital* : celui de la *consommation directe et gratuite* de la force de travail des fonctionnaires par la collectivité des usagers (voir également sur ce point essentiel, Delaunay, Gadrey, 1979, p.431). En somme, si J.M.H. a bien conscience, pour avoir écarté le critère de la matérialité, que le service est « une production qui n'est pas séparable de l'acte de production » (Marx, 1976, p.60), il ne peut en revanche saisir toutes les implications théorique et politique de la dimension profondément anti-capitaliste du procès de consommation dans lequel cette production se réalise. Il aurait pu voir et dire que la production de services publics est une consommation productive, directe, collective et non médiatisée par la marchandise. Et à l'image de la force de travail consommée par le capitaliste dans le « laboratoire secret de la production », il aurait vu que cette consommation productive, par incorporation directe des effets utiles aux diverses capacités (physiques, créatrices, cognitives) constitutives des individus, est *création et appropriation directe de valeur et de plus-value sociale*. Mieux encore. Il aurait pu dire que ce n'est pas parce que l'Etat ne réalise pas de profit que la force de travail des fonctionnaires n'est pas exploitée *socialement (par la Société)*. Il suffit d'ailleurs pour s'en convaincre de se reporter aux travaux des théoriciens de la croissance endogène pour constater que les externalités générées par le secteur public ne sont pas sans lien avec l'amélioration des performances des économies nationales en matière de productivité.

2. « Il faut défendre l'impôt pour défendre la société »

Par ce titre, aux résonances foucaaldiennes, nous voudrions mettre l'accent sur une thématique absente et pourtant nécessaire à la réflexion de J.M.H., la défense de l'impôt.

La thèse de J.M.H. a le mérite d'une grande cohérence : l'impôt est une recette de l'Etat prélevée sur le revenu de tous les contribuables, y compris le revenu des fonctionnaires. Il est payé sur le salaire versé à tout un chacun en contrepartie d'un travail dont J.M.H. cherche à montrer qu'il est productif aussi bien dans le secteur public que privé. Ainsi, pour J.M.H., le secteur public se trouve-t-il (re)légitimé : le privé ne finance pas le public ; l'activité publique participe pleinement à la croissance du revenu national ; la critique libérale du secteur public, source effets d'éviction, est disqualifiée.

Cette ligne de raisonnement nous paraît souffrir à l'origine d'une conceptualisation insuffisante du rapport entre production et consommation de services publics. Tout se passe en effet comme si J.M.H. concevait la consommation comme un moment libre et gratuit, extérieur au procès de production. Cette conception est erronée pour deux raisons au moins : d'une part, elle fait l'impasse sur le rapport coûts/bénéfices (en termes réel ou monétaire) induits socialement par le mode d'organisation et de gestion du travail des fonctionnaires au niveau même du procès de consommation des services publics ; d'autre part et surtout, elle fait le vide de toute forme spécifique de contrôle politique du procès de consommation des services publics, tant du point de vue de ses conditions d'accès que du point de vue de son utilité sociale. Ces limites mettent en évidence deux questions clés touchant respectivement aux statuts théoriques des prix et de l'impôt dans l'approche de J.M.H.. Nous formulerons deux séries de remarques à ce sujet.

2.1 Pour J.M.H., le prix des services publics sont des « prix socialisés ». Cela veut-il dire que le travail (productif) des fonctionnaires est exonéré de toute sanction sociale quant à son résultat ? Assurément non. La seule chose en effet que l'on puisse dire avec J.M.H. est que la

collectivité dispose d'un pouvoir politique qui l'autorise à déclarer anté-validée *la différence* éventuelle qui peut subsister *ex-post* entre les prix des services publics, convenus socialement, et le prix réel (coût) que représente le quantum de travail socialement nécessaire à leur production. Mais cette anté-validation ne veut pas dire qu'il n'existe pas de sanction sociale, même implicite, quant au *volume de ressources productives (inputs) mobilisées et consommées* et dont l'Etat serait exonéré. Elle signifie simplement que la société accepte que la production de services publics puisse donner lieu à des déficits et que ces derniers seront pris en charge collectivement. Ces déficits peuvent signifier deux choses : soit ils traduisent un manque d'efficacité de l'appareil productif de l'Etat ; soit ils sont la marque d'une politique de prix délibérément tournée vers des objectifs politiques de redistribution. Mais quel que soit le cas de figure, la décision *ex ante* de prévalidation des prix des services publics par la collectivité ne peut annuler la contrainte *ex post* de refinancement des éventuels déficits nouvellement apparus. Autrement dit, la sanction sociale pesant sur l'activité du secteur public n'a pas disparu, celle-ci s'est simplement déplacée sur le terrain financier. Dès lors, que la différence entre le prix des services publics et leur coût de production soit réglée par création monétaire, des subventions, des taxes ou des impôts futurs, c'est bien là précisément ce qui distingue le keynésianisme du libéralisme. J.M.H. sait trop bien qu'un mode de financement, quel qu'il soit (y compris la création monétaire), n'est jamais neutre du point de vue de la répartition des revenus entre les différentes catégories ou classes sociales. Bref, il n'y a aucune raison que, dans sa critique de la thèse du prélèvement, J.M.H. ne mette pas keynésianisme et libéralisme « dans le même sac ».

2.2 En quelque sorte, la démarche de J.M.H. manque son objectif faute d'être précis sur la place et le rôle qu'il accorde à l'impôt dans une économie de services publics. En effet, le travail des fonctionnaires peut bien être productif et le secteur public peut bien se suffire à lui-même pour s'autofinancer, tout se passe comme si la démonstration de J.M.H. sonnait le glas de l'impôt et par la même occasion jetait le bébé (l'impôt) avec l'eau du bain (la thèse du prélèvement). Or, s'il est une différence qu'il convient d'argumenter contre les économistes libéraux, c'est bien celle consistant à dire que l'impôt, s'il constitue un prélèvement sur les revenus, ne doit pas pour autant être considéré comme un mode de financement. Reprenant les termes mêmes dans lesquels les économistes libéraux ont posé la question de l'impôt (la thèse du prélèvement), J.M.H. ne sort pas d'une conception monétariste de l'impôt qui fait de celui-ci une source alternative de création de monnaie (pour l'Etat). Il ne voit pas, *a contrario*, combien l'impôt est nécessaire à la collectivité pour que celle-ci puisse exercer *un droit de regard et de contrôle* sur les conditions sociales, monétaires et territoriales dans lesquelles s'organisent la production et la consommation de services publics. Pour le dire autrement, il ne voit pas que l'impôt n'est pas un mode de financement mais *le paiement d'un droit de tirage non monétaire sur la richesse sociale*. Que ce droit de tirage ne soit pas, ou mal, ou insuffisamment codifié quant à son contenu et ses ayants-droit, c'est bien là une dimension essentielle au cœur de la crise des services publics. Pour autant, ce droit de tirage n'en constitue pas moins un garde fou contre toute forme d'exclusion que ce soit par les prix, par les quantités ou par les conditions de répartition des services publics sur le territoire national. L'impôt fait obligation au pouvoir public d'assurer à tous les membres de la collectivité les conditions d'un libre accès et d'une libre appropriation des bénéfices retirés de l'usage ou de la consommation de moyens collectifs (matériels et humains) mis à disposition. C'est pourquoi défendre l'impôt, c'est faire barrage à la monnaie comme moyen de paiement *direct* des services publics et soustraire la production de ces derniers à une soumission sans partage à la loi de la valeur ; c'est défendre la Société contre le développement des inégalités d'accès entre riches et pauvres ; c'est plus largement faire obstacle à une marchandisation rampante

du secteur public et ouvrir la possibilité d'une accumulation de richesses directement à l'échelle de la collectivité considérée dans son ensemble.

3. La crise des services publics, laboratoire social d'un nouveau mode de valorisation du capital ?

La « crise des services publics » est un thème complètement absent de l'approche de J.M.H., si ce n'est comme présumé à son analyse. Endémique, cette crise serait-elle sans lien avec l'activité publique et la question du travail productif ? D'un autre côté, si l'auteur ne ressent pas la nécessité de rapprocher explicitement ces deux ordres de phénomènes, pourquoi prend-il les critiques néo-libérales tellement au sérieux ? *A contrario*, ne peut-on voir dans la « crise des services publics » et les débats politico-théoriques qui l'entourent les signes tangibles d'une redéfinition de la place et du rôle de l'Etat dans la formation et le développement de nouveaux rapports de production ? Dans cette perspective, la question du travail productif ne peut être pleinement traitée si la « crise des services publics » n'est pas abordée sous deux aspects au moins : comme une « crise de médiation » de l'appareil d'Etat ; comme l'indice d'une recomposition générale et plus profonde des déterminations de la « création de valeur ». Sur ces deux points, nous nous limiterons à quelques considérations générales.

3.1 L'idée de « crise de médiation » doit être bien comprise. Ses fondements doivent être recherchés dans la mise en jugement des comptes et des résultats du secteur public sous des critères exclusivement financiers. Ce mode de validation de l'activité du secteur public exerce une pression aveugle aussi bien sur le volume des ressources productives (humaines mais aussi matérielles) consommées que sur la façon dont celles-ci sont gérées et organisées au regard des besoins sociaux exprimés. Il en résulte une indétermination structurelle quant à la contribution du secteur public à la production de valeurs ou d'utilités (directes ou indirectes) retirées par la communauté dans son ensemble. Par cela même, le prix des services publics voire les services publics eux-mêmes deviennent l'enjeu d'un rapport de force sans moyen terme entre la communauté financière et la Société. Aucune régulation socialement « maîtrisée » de l'activité des fonctionnaires n'est dès lors concevable. Bien au contraire. En l'absence de médiations qui permettraient d'établir des repères clairs en matière d'évaluation et de gestion de la relation de service public, toutes les dérives et surenchères sont permises :

- Le temps de travail des fonctionnaires n'étant pas articulée à un résultat tangible immédiatement, sa transformation en actes ou services supposés devient opaque. Sous l'emprise de la Finance, ce défaut d'objectivation produit des effets d'une nocivité extrême en sapant la capacité politique de la collectivité à faire prévaloir la notion d'intérêt général attachée aux services publics face à la prolifération des intérêts particuliers : d'un côté, l'absence de médiation ou de « tiers certificateur » conduit à une double dénonciation de l'activité et du statut des fonctionnaires au motif que rien ni personne ne pourra argumenter si la valeur ou l'utilité attendue de la prestation de service est ou non pleinement réalisée ; de l'autre, l'absence de transparence quant aux modalités d'emploi des ressources publiques disponibles nourrit un sentiment de rejet de l'impôt et, par contrecoup, disqualifie a priori la moindre revendication que pourraient formuler les fonctionnaires en matière de salaires ou de conditions de travail par exemple.

- Une autre dérive renvoie au caractère de moins en moins redistributif du prix des services publics, qu'il s'agisse d'une redistribution directe (prix des services de la Poste ou du réseau EDF-GDF) ou indirecte (hausse des « cotisations santé » relativement taux de remboursement des consultations médicales ou des médicaments). Pour partie, cette évolution datant du milieu des années 70 (gouvernement Barre en France) tient à la volonté des gouvernements successifs de promouvoir une autonomie de gestion des établissements publics face à la montée des coûts de production des consommations collectives (Aglietta, 1976). Cette réévaluation continue du prix des services publics marque très tôt les limites d'une règle de gestion et de validation de la production fondée sur le divorce entre « valeur monétaire » (au sens de J.M.H.) et valeur marchande. Ayant pour contrepartie un émiettement des droits sociaux et de la solidarité, elle exacerbe les comportements individualistes et, plus largement, met ouvertement en cause le keynésianisme comme mode particulier d'insertion de l'Etat dans l'économie (André, Delorme, 1983).

Pour faire bref, la crise des services publics constitue une limite sérieuse au projet de J.M.H. de redonner « une légitimité théorique et politique à l'activité publique ». Cette limite, nous l'avons évoquée, vient d'une médiation insuffisante quant à la place et au rôle de l'Etat dans les pratiques de consommation collective. Quant au fond, le principe de continuité *immanent* à la relation de service public, entre le travail immédiatement social des fonctionnaires et la valeur retirée par la collectivité sous la forme d'une utilité sociale particulière, n'est plus de mise. D'une part, cette utilité n'est pas distribuée de façon équitable et demeure une source de rentes de moins en moins acceptée socialement (voir le cas classique des « bons » et des « mauvais » établissements scolaires); d'autre part et surtout, sa production comme manifestation d'un « mieux être » revêt une dimension de moins en moins collective et de plus en plus individualiste, voire hédoniste. Autrement dit, on serait enclin à affirmer que, dans la perspective de J.M.H., le travail des fonctionnaires serait productif de valeur au regard d'un principe de socialisation très étriqué et de portée limitée. C'est pourquoi si l'on peut reconnaître *mutatis mutandis* que la consommation de services publics peut contribuer à une amélioration du sort des populations, il n'en demeure pas moins que cette utilité ne peut « valoir » systématiquement comme création de richesses *sociales*. Certes, comme le souligne J.M.H., « toute richesse ne se réduit pas au PIB », pour autant, la richesse (au moins quand il s'agit de services publics) n'est rien « en soi » si aucune procédure, aucune représentation ne la valide (ou l'invalide) pour les externalités positives (ou négatives) qu'elle représente socialement *dans l'usage ou la consommation*. A vrai dire, nous touchons ici une question centrale au plan théorique, celui des déterminants de la « création de valeur » et de son mode d'objectivation dans la sphère générale de consommation.

3.2 Une dernière interrogation porte sur le mot « valeur » et au sens que ce terme recouvre dans l'approche développée par J.M.H.

En effet, l'auteur fait un usage très particulier du mot « valeur » tenant au contexte dans lequel ce dernier est employé. Comme cela a déjà été évoqué, la valeur chez J.M.H., s'inscrit dans un rapport d'équivalence entre la valeur (d'échange) des services publics exprimée socialement en monnaie et la valeur que représente le prix des services publics fixé par convention sociale. Ce contexte conduit l'auteur à soustraire la valeur de l'emprise des rapports marchands tout en considérant que la force de travail des fonctionnaires est payée sur le prix (ou la valeur) des services publics que son travail est supposé engendrer. Or, cette

démarche nous paraît erronée dans la mesure où la production de services publics étant consubstantielle à leur consommation, il ne peut y avoir de valeur produite qui ne soit aussitôt réalisée et détruite. Autrement dit, aucune « relation de contrepartie » en terme de revenu ou de pouvoir d'achat ne peut être établie à partir du travail des fonctionnaires. Et c'est très probablement ce type d'argumentaire que Marx avait en tête quand il avançait l'idée selon laquelle « le travail du médecin ou du maître d'école ne crée pas immédiatement le fonds sur lesquels ils sont payés » (citation en exergue). En d'autres termes, *les services publics ne pouvant être produits sans être consommés, ces derniers ne peuvent en conséquence renfermer la moindre valeur (fut-elle monétaire) ; a fortiori, le travail des fonctionnaires représente un coût social immédiat non générateur de revenu.*

Pour autant, on aurait tort de considérer la démarche de J.M.H. nulle et non avenue. En effet, l'intuition de l'auteur selon laquelle le concept de travail productif serait à reconsidérer par la fait qu'il se serait enrichi de nouvelles déterminations nous paraît profondément juste. Seulement, pour aborder ce point, la « logique » aurait voulu que J.M.H. parte de la spécificité de la relation de service public puis en tire toutes les conséquences pour discuter des déterminants de la valeur et du travail productif. On se propose ici de faire quelque pas en ce sens.

Des réflexions développées jusqu'ici, il découle en effet que la relation de service public peut être caractérisée par trois dimensions au moins : en premier lieu, les services publics sont le résultat d'une consommation productive dont le fonctionnaire (sa force de travail) n'est qu'un « facteur » ou un « moyen » de production pour la collectivité. En second lieu, cette consommation productive a pour finalité une utilité sociale immédiatement appropriable par les usagers eux-mêmes. Enfin, cette appropriation (quasi-gratuite ou encore peu coûteuse relativement) vaut accumulation à partir du moment où les services publics, une fois appropriés, s'évanouissent dans leur propre résultat, l'homme lui-même.

Ces dimensions éclairent d'un jour nouveau l'inquiétude manifestée par J.M.H. (et que nous partageons) de voir une grande partie de l'activité du secteur public basculer dans le secteur privé marchand. Elles restituent le débat ouvert par J.M.H. dans le cadre plus large d'une réflexion sur le développement de nouveaux rapports sociaux de consommation au centre desquels la valeur (et la plus value) se construiraient à partir d'une mobilisation des capacités personnelles et des subjectivités des individus (y compris celle des fonctionnaires). Sur un sujet aussi vaste et complexe, nous bornerons nos propos à trois remarques :

- En premier lieu, il n'est pas possible de considérer le travail des fonctionnaires comme productif si préalablement celui-ci n'est pas déjà du travail vivant. Or cette condition ne va pas de soi. Celle-ci ne peut être satisfaite que dans le cadre précis de rapport interindividuel où le fonctionnaire, *à l'intérieur même de son propre travail*, est directement impliqué dans le procès de consommation des usagers. Le travail vivant, *a fortiori* le travail productif et la valeur, ne peuvent donc procéder directement de la force de travail des fonctionnaires. Celle-ci n'est qu'une composante de la « base matérielle » du procès de production des services publics (Lefebvre, 1979). Il y a là véritablement un renversement de perspective, pratique et théorique, pour juger du caractère productif ou non du travail des fonctionnaires. Par le biais de l'impôt, le travail des fonctionnaires appartient à la collectivité (et non à l'Etat) et ceux-ci « travaillent » à condition que celle-là « consomme ». La production de services publics et la valeur incidemment reposent donc *sur une unité de rapport* entre travail et consommation au sein duquel la capacité de travail des fonctionnaires est mise au service de la collectivité. Pour J.M.H., la production et la valeur sont du côté du travail des fonctionnaires face à la

consommation qui n'est qu'un débouché ; il ne voit pas en somme que cette unité de rapport entre « travail » et « consommation » dessine les contours d'un rapport social de production dont les fondements constituent autant de déterminations nouvelles pour caractériser historiquement et socialement la notion de « travail productif ».

- En second lieu, la question se pose de savoir si l'on peut discuter du « travail productif » des fonctionnaires comme le fait J.M.H. en faisant l'impasse sur la question de son mode de validation. Pour ce dernier, la « valeur d'usage » service public étant définie *ex-ante*, directement par la collectivité, l'utilité du travail des fonctionnaires ne fait aucun doute. C'est, oublier un peu vite que cette utilité n'a de sens et de réalité qu'au regard des usages, des pratiques ou des temps sociaux qui gouvernent et orientent le procès de consommation. C'est même précisément quand cette concordance fait défaut que l'utilité du travail des fonctionnaires n'est pas reconnue. La crise rampante des secteurs publics d'éducation et de santé en est la plus claire illustration. Il fait peu de doute en effet que la taylorisation des méthodes d'enseignement ou encore de l'organisation et de la gestion du système de soins, parce qu'elle n'a jamais su ou pu intégrer suffisamment les multiples composantes de la dimension relationnelle de l'acte éducatif ou de l'acte médical, n'a jamais permis d'améliorer la productivité, ni même la légitimité du pouvoir des administrations concernées. L'utilité du travail des fonctionnaires n'est donc pas garantie *a priori*. Si problème il y a autour de sa validation, cela vient de ce que celui-ci s'inscrit dans un rapport d'appropriation spécifique, immanent à la consommation elle-même. Autrement dit, l'utilité du travail des fonctionnaires dépend de ce que la collectivité peut et veut bien en faire *dans le rapport de production qui est le sien*. De ce point de vue, la crise d'efficacité des services publics appelle une réponse qui va bien au-delà d'une requalification du caractère productif ou non du travail des fonctionnaires. Celle-ci dévoile une tension beaucoup plus profonde au sein même du procès de consommation pour le contrôle, l'organisation et la gestion des facteurs sociaux de productivité *incorporés dans les personnes*.

- En dernier lieu, on ne peut manquer de s'interroger sur ce qu'il faut entendre par « création de valeur » dans une économie de services publics. La réponse « monétaro-keynésienne » de J.M.H. selon laquelle il y a équivalence à l'échelon national entre « création de valeur » et « création de revenu » ne peut suffire dans le contexte d'un univers productif directement fondé sur la consommation. En effet, dans cet univers, le moment du paiement des salaires des fonctionnaires n'a jamais coïncidé avec celui de la « création de valeur » mais lui a toujours été antérieur logiquement : la distribution des revenus précède toujours la « création de valeur » dont le procès s'ouvre et se réalise *ex-post*, dans la sphère de consommation. Et si pendant toutes ces bonnes années d'intervention de l'Etat Providence, on a pu penser que le travail des enseignants ou des personnels des services de santé avait une utilité sociale créatrice de valeur, cette reconnaissance ne peut être admise que *cum grano salis*, au regard de critères non monétaire comme le taux de scolarisation ou l'élargissement de l'accès aux soins, témoignant du bon déroulement de ce procès. Aujourd'hui, l'illétrisme, la discrimination et l'échec scolaire, mais aussi la (sur)médicalisation des corps et de la vie psychique (la liste est loin d'être close) sont des indices parmi d'autres prouvant, si besoin est, que la transcription de la valeur en termes d'utilités ou de bien être social fait problème. Plus largement, et sous réserve d'inventaire, la consommation de services publics participerait à l'émergence d'une nouvelle individualité sociale largement décentrée par rapport aux « valeurs », aux représentations et autres normes de comportements qui, autrefois, garantissaient la cohésion sociale (Aglietta, Brender, 1985). Bien des indices laissent à penser qu'il s'agit là d'une mutation structurelle traduisant l'épuisement d'un certain *mode de production et d'objectivation des services publics eux-mêmes*.

En résumé, ces quelques remarques s'ajoutent entre elles pour considérer la question du travail productif et de la crise dans les services publics non marchands comme un champ de luttes et d'expérimentations pour la formation de nouveaux rapports sociaux de production sur un terrain inédit, celui des pratiques de consommation. Dans cet espace où les rapports interindividuels et intersubjectifs prédominent, on comprend sans peine que la production des moyens collectifs (en hommes ou en matériels) deviennent un enjeu stratégique pour exercer un contrôle sur les modes d'objectivation de la « valeur utilité » sous-jacentes à ces pratiques. Et c'est à ce niveau très précisément qu'il faut prendre la doctrine néo-libérale au sérieux. La privatisation d'un certain nombre d'activités de services publics participe d'un redécoupage du champ des pratiques sociales pour le contrôle et l'appropriation de cette « valeur utilité » dont l'homme est la finalité ultime. Et de la « valeur utilité » à la valeur et à la plus value, il n'y a qu'un pas tenant à la mise en place de nouveaux dispositifs de gestion, de contrôle et de transformation de ses capacités socio-cognitives en forces de travail sociale, transformation qu'un certain capitalisme fondée sur la finance, la production et la gestion de l'immatériel et des savoirs s'est empressé de mettre en œuvre depuis un certain temps déjà (Azaïs, Corsani, Dieuaide, 2001 ; Vercellonne, 2003). Bref, il est grand temps pour l'Etat de redéployer ses moyens, ses fonctions et ses missions en posant notamment des gardes fous contre le risque de voir une part sans cesse croissante de la Société devenir partie prenante de l'accumulation du capital, en investissant massivement dans les facteurs sociaux de la croissance, en garantissant un certain niveau de bien-être collectif, en attribuant de nouveaux droits protégeant les personnes d'une subordination de leur vie sociale aux normes et aux exigences imposées par le seul critère du profit. Il s'agit là autant d'impératifs catégoriques sans lesquels aucun compromis socio-politique n'est possible entre efficacité économique et justice sociale.

Bibliographie

- André C., Delorme R., (1983), *L'Etat et l'économie*, Paris, Ed. du Seuil.
- Azaïs C., Corsani A., Dieuaide P., (2001), *Vers un capitalisme cognitif*, Paris, L'Harmattan.
- Aglietta M., (1976), *Régulation et crise du capitalisme*, Paris, Calman-Lévy.
- Aglietta M., Brender A., (1985), *Les métamorphoses de la société salariale*, Paris, Calman-Lévy.
- Delaunay J.C., (1971), *Essai marxiste sur la comptabilité nationale*, Paris, Ed. Sociales.
- Delaunay J.C., Gadrey J., (1979), *Nouveau cours d'Economie Politique*, tome 1, Paris, Ed. Cujas.
- Herland, (1977), A propos de la définition du travail productif. Une incursion chez les grands anciens, *Revue Economique*, n°1, p.109-133.
- Jacot H., (1979), Travail productif et travail improductif chez Marx, repris de Mercier C.(Ed.), *Travail, salaire, emploi*, PUL.
- Lefebvre J.P., (1979), Les deux sens de « forces productives » chez Marx, *La Pensée*, n° 207, sept.-octobre, p.122-134.
- Marx K., (1976), *Le Capital*, Ed. Sociales.
- Vercellonne C., (2003), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?* Paris, La dispute.

Réponse à Patrick Dieuaide

Jean-Marie Harribey

Je remercie Patrick Dieuaide de l'attention qu'il a portée au texte « Le travail productif dans les services non marchands »². Dans la mesure où ses remarques sont aussi pour lui l'occasion d'exposer ses propres thèses, j'ai intégré beaucoup d'éléments de réponse dans deux autres articles : « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique »³ et « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique ? »⁴. Ne figurent ici que quelques éléments concernant l'interprétation de mon premier texte.

Je classe en deux groupes mes notes servant de base à ma réponse : 1) les malentendus ; 2) les désaccords qui subsistent. Ces notes sont développées dans les deux derniers textes mentionnés ci-dessus.

1. Les malentendus

- Dans mon texte, les fonctionnaires ne rachètent pas leurs salaires (p. 2 du texte de P. Dieuaide ci-dessus, les autres indications de pages ci-dessous renvoient aussi à son texte).
- Je ne déconnecte pas la notion de travail productif de celle de rapport de production capitaliste (p. 3-4) mais je distingue les différents rapports au milieu desquels domine le rapport capitaliste.
- Je ne fais pas coïncider le critère de la valeur d'usage et la création de valeur car il existe des valeurs d'usage non monétaires (VE \Rightarrow VU). Les classiques ne sont pas tous à mettre sur le même plan (p. 3).
- Je ne sonne pas le glas de l'impôt (p. 6) : je veux le relégitimer non parce qu'il précéderait les services non marchands, mais parce qu'il en est l'approbation démocratique. En ce sens, le travail productif des fonctionnaires n'est pas exonéré de sanction sociale (p. 5).
- Evidemment, un mode de financement n'est pas neutre au regard de la répartition (p. 6).
- Qu'il faille analyser la crise traversée par la légitimité de l'Etat-Providence, j'en suis bien d'accord, mais ce n'était pas mon sujet.

2. Les désaccords qui subsistent

- Selon moi, les usagers ne sont pas la partie agissante de l'acte de production des services non marchands, comme d'ailleurs de tout service. La création de valeur est conceptuellement différente de sa réalisation même si leur moment est confondu.
- Je ne comprends pas la phrase concernant « la consommation productive de services publics est création et appropriation directe de valeur et de plus-value sociale » (p. 5). Y a-t-il création de valeur ou pas ? S'il y a valeur, il *peut* (mais pas nécessairement) y avoir plus-value, sinon pas de plus-value. Mon idée est que la collectivité décide

² . J.M. Harribey, « Le travail productif dans les services non marchands », *La Pensée*, n° 330, avril-juin 2002, p. 33-45.

³ . JM. Harribey, « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique », Séminaire MATISSE « Hétérodoxies », Université Paris I, 24 octobre 2003, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/matisse.pdf>.

⁴ . J.M. Harribey, « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique ? », Colloque « Les transformations du capitalisme contemporain : faits et théories, Etat des lieux et perspectives », 3^{es} journées d'études du LAME, Université de Reims-Champagne-Ardenne, 31 mars, 1^{er} et 2 avril 2004.

d'engendrer un produit net additionnel, une valeur ajoutée, une « Mehrwert » au sens littéral du terme allemand – mais sans que celle-ci soit une plus-value –, un produit net... de surplus.

- Il semblerait que l'un des points principaux de désaccord soit le rôle et le statut de la monnaie. Je renvoie à ma réponse à Jacques Bidet⁵ et je redis simplement ici que la monnaie est l'*institution sociale* sans laquelle, d'une part, la vente sur le marché de la marchandise ne pourrait avoir lieu, c'est-à-dire la valeur ne serait pas validée en même temps que l'anticipation capitaliste, et sans laquelle, d'autre part, l'anticipation et la validation conjointes des besoins collectifs ne pourraient être inaugurées. La monnaie est bien un opérateur social d'homogénéisation.

⁵ . Pour un exposé plus complet voir « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique », *op. cit.*, et « Débat avec Jacques Bidet au sujet du travail productif dans les services non marchands », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/debat-bidet.pdf>.